

*Les subsides*

Puis il y a eu les guerres de l'énergie, le gel des prix et la taxe à l'exportation, et le gouvernement a alors dit qu'il ne fallait pas s'inquiéter car il rendrait l'argent aux producteurs à qui il appartient. Puis il a parlé de n'en rendre que la moitié, et enfin de ne rien rendre du tout.

Je me souviens du fameux budget présenté le 8 mai 1974 par le ministre des Finances (M. Turner) de l'époque, le très hon. chef de l'opposition. L'ancien ministre a déclaré que le gouvernement allait remettre ces gens de l'Ouest à leur place, ces magnats du pétrole et il a décidé que les redevances ne seraient plus déductibles aux fins de l'impôt; l'industrie pétrolière a alors connu une période de marasme. Je me rappelle que David Lewis et le député d'Oshawa (M. Broadbent) ont accueilli très favorablement cette décision. Je m'en souviens très bien.

Puis les choses sont revenues à la normale pendant une période où Donald Macdonald a pris la relève au ministère de l'Énergie. La situation s'est quelque peu améliorée pendant quelques années et notre économie a même connu une certaine croissance. Puis il y a eu Allan MacEachan et Marc Lalonde qui ont proposé cette nouvelle politique fantastique, le Programme énergétique national, en vertu duquel on confisquait les ressources privées grâce à la disposition de rétroparticipation, on mettait en oeuvre l'impôt sur les revenus pétroliers, la taxe sur le gaz naturel et les liquides extraits du gaz naturel, la taxe d'indemnisation pétrolière, la taxe d'indemnisation spéciale, le prélèvement spécial de canadianisation et la taxe à l'exportation, et j'en saute.

Où étaient les socialistes? Ils ont déclaré: «Bien fait pour vous. Il faut remettre ces multinationales à leur place. Il faut mettre un terme à ces abus». Ils ont mis l'Ouest à genoux. Selon les estimations d'un économiste de l'université de Calgary, entre 1974 et 1984, 50 milliards de dollars ont été siphonnés de l'économie de l'Ouest à cause des politiques que le parti socialiste a soutenues de bout en bout. J'étais là et j'ai suivi ces débats.

Nous avons été élus sur la promesse faite à tout le pays d'abolir le Programme énergétique national et de rétablir les prix mondiaux, et c'est ce que nous avons fait. La meilleure année de toutes a été 1985. C'est vrai, le cours mondial du pétrole s'est effondré en 1986, mais nous avons réagi. Nous avons accéléré la suppression du reste de l'IRP et mis en place le programme pour les petits producteurs.

Et les gens qui travaillent dans cette industrie? Qu'ont-ils à dire sur la question, ceux qui sont de la partie? Qu'en est-il de la Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors, qui travaille dans le secteur des services, dont des députés viennent de mentionner les difficultés? Qu'a-t-elle à dire sur la question? Dans une lettre du 31 mars 1987, voici ce que déclare cette association:

La déclaration de l'honorable Marcel Masse le 25 mars 1987 a prouvé que le gouvernement du Canada était conscient des difficultés de notre industrie et prêt à agir de façon décisive pour créer un programme d'aide grâce à une relance de l'intérêt des investisseurs.

Les gens qui s'y connaissent savent que nous avons fait ce qu'il fallait faire et ils nous en félicitent. Les socialistes et les libéraux, qui n'y connaissent rien du tout, prétendent que nous n'avons rien fait. Qu'en est-il de la SEPAC, la Small Explorers and Producers Association of Canada? Voici ce qu'elle déclare dans une lettre du 27 mars 1987:

Le programme de M. Masse répond à toutes les attentes de la SEPAC ou les dépasse. Le plus important, toutefois, c'est que cet ensemble de mesures rétablit l'équité et l'égalité dans notre régime.

Voilà ce que disent les gens qui s'y connaissent à propos des programmes que nous avons lancés. Comparez cela à la performance des socialo-libéraux. Les gens là-bas n'ont pas oublié. Voilà pourquoi en Alberta nous parlons de sondages d'opinion, mais les sondages d'opinion dont parle le NPD n'existent pas en Alberta parce que les Albertains savent très bien ce que notre gouvernement a fait.

Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) a bien souligné qu'il ne fallait pas regarder vers le passé, mais vers l'avenir. Il nous demande ce que nous faisons aujourd'hui. Voyons ce qu'il en est. Je suis né et j'ai grandi en Alberta, et aussi loin qu'il m'en souviene, et d'après mes professeurs et mes parents, depuis que cette province existe, il y a toujours eu trois problèmes brûlants dans l'Ouest; il y a toujours eu trois grandes revendications à l'égard de la Confédération. Il y a tout d'abord la politique en matière de ressources, car quand les provinces ont été constituées, on ne leur a pas donné la responsabilité constitutionnelle de leurs ressources. Cela ne s'est fait qu'en 1935, grâce à un gouvernement conservateur. Les politiques en matière d'énergie, comme l'ont montré le PEN et les politiques qui l'ont précédé—David Lewis a bien insisté là-dessus—ont encore permis au gouvernement fédéral d'abuser des ressources de l'ouest du Canada quand il le voulait, et il a choisi de le faire durant cette période avec l'appui des socialistes.

Deux autres grandes questions demeurent particulièrement pertinentes aujourd'hui. Aussi loin que les habitants de l'Ouest puissent s'en souvenir, il y a toujours eu un mécontentement à propos de la situation commerciale de notre pays, parce que tout ce qui était produit dans l'Ouest devait être vendu au cours mondial, et tout ce qu'on achetait dans l'Ouest coûtait plus cher que le prix mondial en raison d'une législation garantissant une protection tarifaire. Les provinces de l'Ouest n'ont jamais cessé depuis leur formation en 1908 de demander à bénéficier d'une situation financière équitable vis-à-vis du reste du monde. Nous intervenons en ce sens. Le gouvernement poursuit ces préoccupations dans le cadre des négociations sur le libre échange. Nous répondons à cette préoccupation historique des Albertains, mais quelle est la position des socialistes et les libéraux à cet égard? Ils sont contre, tout en prétendant qu'ils se soucient de l'Ouest, et en particulier de l'Alberta. Quelle hypocrisie!

Il y a une autre question qui remonte à la formation de la province et qui n'a cessé d'irriter et d'exaspérer les habitants de l'Ouest, c'est la question des transports. A cause du régime des transports, il a été très difficile, voir impossible à l'industrie de l'Ouest d'être concurrentielle, parce qu'il y avait une réglementation des tarifs ferroviaires etc. Tout ce que nous exportions était expédié f.a.b. de l'Alberta, et tout ce que nous achetions était expédié f.a.b. de Toronto. Les taux imposés empêchaient toute possibilité de concurrence. Les projets de loi C-18 et C-19 présentés par notre gouvernement répondent à ce problème. Quelle est la position du parti socialiste sur la question? Il est contre. Il s'est rangé du côté du CP et proteste avec lui.